

LA LIBRE BELGIQUE

Merkozy, duo gagnant pour l'Europe ?

Entretien par Jean-Paul Duchâteau

Mis en ligne le 05/11/2011

On a l'impression que la communication européenne est totalement aux mains d'Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy. Est-ce une bonne chose ?

Pas nécessairement. Quand il s'agit comme aujourd'hui de pousser des plans d'aide à certains pays européens, il y a des contreparties. Il serait utile qu'elles soient portées par des institutions européennes au-dessus des contingences nationales et qui incarnent une forme d'intérêt général. C'est la Commission européenne au premier chef, le Conseil européen avec son président stable, et le Parlement européen. L'effet pervers quand des leaders nationaux se mettent en avant, c'est qu'on retombe sur des dialogues entre états membres et que cela peut justifier des réactions d'opposition nationalistes de fierté. La légitimité pour que M. Van Rompuy et M. Barroso s'expriment sur l'Allemagne et la France, comme sur la Grèce et le Portugal, est institutionnellement claire ; le fait que Mme Merkel et M. Sarkozy dictent leur conduite à la Grèce, ça l'est moins.

Mais est-ce que cette domination franco-allemande est évitable ?

Le président Barroso et le président Van Rompuy prennent des positions, délivrent des messages parfois même en commun. Le problème, c'est que nous sommes dans une fédération d'Etats-nations, avec des espaces très nationaux. Au-delà du microcosme bruxellois, leurs prises de position ne sont pas du tout relayées parce que ce qui intéresse la presse allemande, ce sont les propos d'Angela Merkel, et idem pour la France.

Finalement, était-il utile que l'on crée cette institution qu'est la présidence du Conseil européen, qui a été dévolue à Herman Van Rompuy ?

Il y avait une ambiguïté fondatrice : faut-il avoir un président du Conseil européen leader ou un facilitateur, ce que M. Van Rompuy fait assez bien. Tony Blair, qui était aussi un candidat pressenti, aurait incarné un profil de président leader, qui s'affiche, qui prend des positions. On a finalement choisi un homme très habile mais qui a pris lui-même le parti d'être plutôt discret et rare.

C'était donc la volonté de Berlin et de Paris d'avoir un profil relativement modeste ?

Le président du Conseil européen est au service des 27. Avec le relatif effacement de la Grande-Bretagne et de la Pologne qui ne sont pas dans l'euro, avec celui de l'Espagne et de l'Italie qui sont en position de demandeurs, il ne reste que la France et l'Allemagne qui représentent à eux deux 50% du PIB de la zone euro. On est donc dans une situation de leadership bien particulière. Cela suscite des grincements et il faudra, après la présente crise, réajuster tout cela dans un sens plus équilibré.

Etait-ce une bonne idée de confier aussi à Herman Van Rompuy la présidence de la zone euro ?

Il faut une chaîne de commandement claire. Il fallait trouver une personne qui puisse incarner la ligne générale. Comme on est dans une situation de crise extrêmement aigüe, il faut traiter tout cela au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement. L'alternative aurait été M. Barroso. On peut comprendre qu'on ait opté pour M. Van Rompuy, qui est moins gênant que M. Barroso.

Yves Bertoncini

Secrétaire général du think tank "Notre Europe"